



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

UN TP/2/17

A/36/371
24 juillet 1981
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

UN/SA COLLECTION

Trente-sixième session
Point 17 f) de l'ordre du jour provisoire*

ELECTION DES MEMBRES DE LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL

Liste des candidats 1/

Mémoire du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragrap</u> hes	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 2	2
II. COMPOSITION DE LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL	3 - 7	2
III. DEROULEMENT DE L'ELECTION	8 - 15	6
IV. LISTE DES CANDIDATS		

* A/36/150.

1/ Les notices biographiques des candidats seront publiées sous la cote A/36/372.

I. INTRODUCTION

1. Le mandat des membres actuels de la Commission du droit international expirant à la fin de l'année 1981, l'Assemblée générale devra, à sa trente-sixième session, procéder à la prochaine élection des membres de la Commission. Conformément aux dispositions des articles 5 et 6 du statut de la Commission, le Secrétaire général a, le 12 décembre 1980, envoyé aux gouvernements de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies une note verbale les priant de bien vouloir lui communiquer par écrit, le 1er juin 1981 au plus tard, les noms des candidats qu'ils avaient l'intention de présenter en vue de l'élection des membres de la Commission, ainsi que les notices biographiques de ces candidats (voir le document A/36/372 pour les notices biographiques).

2. En application des dispositions de l'article 6 du statut de la Commission, le Secrétaire général a l'honneur de transmettre aux gouvernements des Etats Membres la liste des candidats dont les noms lui avaient été communiqués à la date du 1er juin 1981. Cette liste, qui comprend aussi les noms des Etats Membres présentant les candidatures, figure dans la section IV du présent document. A cet égard, le Secrétaire général tient à appeler l'attention de l'Assemblée générale sur le fait que les gouvernements de plusieurs Etats Membres, tout en observant la limite maximum de quatre candidats fixée par l'article 4 du statut de la Commission, ont néanmoins présenté, en ce qui concerne les ressortissants d'autres Etats, un nombre de candidats supérieur au nombre spécifié dans cet article. Ce faisant, ces gouvernements ont suivi une pratique qui remonte à la seconde élection, en 1953, et qui a sans doute son origine dans l'article correspondant du statut de la Cour internationale de Justice qui concerne l'élection des juges de la Cour.

II. COMPOSITION DE LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL

3. La Commission du droit international, créée en application de la résolution 174 (II), adoptée par l'Assemblée générale le 21 novembre 1947, se compose actuellement des 25 membres suivants, dont le mandat expire le 31 décembre 1981 :

M. George H. Aldrich (Etats-Unis d'Amérique);

M. Julio Barboza (Argentine);

M. Mohammed Bedjaoui (Algérie);

M. B. Boutros-Ghali (Egypte);

M. Juan José Calle y Calle (Pérou);

M. Jorge Castenanda (Mexique);

M. Emmanuel Kodjoe Dadzie (Ghana);

M. Leonardo Díaz-Gonzalez (Venezuela);

M. Jens Evensen (Norvège);

/...

M. Laurel B. Francis (Jamaïque);
M. S. P. Jagota (Inde)
M. Frank X. J. C. Njenga (Kenya);
M. Christopher Walter Pinto (Sri Lanka);
M. R. Q. Quentin-Baxter (Nouvelle-Zélande);
M. Paul Reuter (France);
M. Willem Riphagen (Pays-Bas);
M. Milan Sahovic (Yougoslavie)
M. Sompong Sucharitkul (Thaïlande);
M. Abdul Hakim Tabibi (Afghanistan);
M. Doudou Thiam (Sénégal)
M. Senjin Tsuruoka (Japon);
M. Nikolai A. Ushakov (Union des Républiques socialistes soviétiques);
Sir Francis Vallat (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord);
M. Stephen Verosta (Autriche);
M. Alexander Yankov (Bulgarie).

4. En vertu de la résolution 1103 (XI), adoptée par l'Assemblée générale le 18 décembre 1956, le nombre des membres de la Commission a été porté de 15 à 21. Par sa résolution 1647 (XVI), du 6 novembre 1961, l'Assemblée a porté le nombre des membres de la Commission de 21 à 25. Lorsque la Sixième Commission a examiné à la onzième session de l'Assemblée générale, le point 59 de l'ordre du jour, intitulé "Question d'un amendement à apporter à l'article 2 du statut de la Commission du droit international en vue d'augmenter le nombre des membres de cette commission", les délégations sont parvenues à un accord sur la répartition des sièges. D'après le rapport de la Sixième Commission à l'Assemblée générale sur le point précité de l'ordre du jour, cet accord était en substance le suivant :

"Le Président a déclaré que les délégations représentant les grandes formes de civilisation et les principaux systèmes juridiques étaient convenues, à titre officieux, de répartir comme suit les six nouveaux sièges de la Commission : trois sièges iraient à des juristes appartenant aux Etats d'Afrique et d'Asie Membres de l'Organisation; un siège irait à un juriste d'Europe occidentale; un siège irait à un juriste d'Europe orientale; un siège irait à tour de rôle à un juriste d'un pays d'Amérique latine et à un juriste

/...

d'un pays du Commonwealth britannique ne faisant partie d'aucun groupe régional reconnu 2/. La répartition des 15 sièges actuels entre les représentants des grandes formes de civilisation et des principaux systèmes juridiques serait maintenue 3/."

5. Quant les délégations sont parvenues à l'accord précité, les "quinze sièges actuels" qui y sont mentionnés étaient répartis comme suit entre ressortissants des Etats Membres de l'Organisation : cinq sièges étaient occupés par des juristes ressortissants d'Etats membres permanents du Conseil de sécurité; deux sièges étaient occupés par des juristes ressortissants d'Etats d'Asie; un siège revenait à un juriste d'un pays d'Europe orientale; quatre sièges revenaient à des juristes de pays d'Amérique latine; enfin trois sièges étaient occupés par des juristes de pays d'Europe occidentale.

6. Ayant porté le nombre des membres de la Commission de 21 à 25, l'Assemblée générale, à sa seizième session, a élu les membres de la Commission étant entendu que les quatre nouveaux sièges iraient à des juristes ressortissants d'Etats d'Afrique. A la suite de l'élection, les sièges se sont répartis comme suit entre ressortissants des Etats Membres de l'Organisation, y compris de quatre membres permanents du Conseil de sécurité : dix sièges sont allés à des juristes ressortissants d'Etats d'Afrique et d'Asie; trois sièges à des juristes ressortissants d'Etats d'Europe orientale; quatre sièges à des juristes ressortissants d'Etats d'Amérique latine; sept sièges à des juristes ressortissants d'Etats d'Europe occidentale et d'autres Etats; enfin, le siège attribué par rotation est revenu à un juriste ressortissant d'un Etat du Commonwealth britannique.

7. La dernière élection des membres de la Commission du droit international a eu lieu le 17 novembre 1976, lors de la 68ème séance plénière de la trente et unième session de l'Assemblée générale (décision 31/308). Les noms des 25 membres élus au cours de cette séance figurent ci-dessous ainsi que l'indication des changements survenus depuis cette date dans la composition de la Commission par suite du décès ou de la démission de certains de ses membres :

M. Roberto Ago (Italie) [A démissionné; M. Jens Evensen (Norvège) a été élu à sa place.]

M. Mohammed Bedjaoui (Algérie);

M. Juan José Calle y Calle (Pérou);

2/ Lors de l'élection de 1966, ce siège est allé à un ressortissant d'un Etat d'Amérique latine. Lors de l'élection de 1971, il a été attribué à un ressortissant d'un Etat du Commonwealth britannique. Lors de l'élection de 1976, il a été attribué à un ressortissant d'un Etat d'Amérique latine.

3/ Documents officiels de l'Assemblée générale, onzième session, Annexes, point 59 de l'ordre du jour, document A/34/27, par. 13.

/...

M. Jorge Castañeda (Mexique);

M. Emmanuel Kodjoe Dadzie (Ghana);

M. Leonardo Díaz-González (Venezuela);

M. Abdullah Ali El-Erian (Egypte) [A démissionné; M. Boutros Boutros-Ghali (Egypte) a été élu à sa place.];

M. Laurel B. Francis (Jamaïque);

M. Edvard Hambro (Norvège) [Décédé; M. Abdul Hakim Tabibi (Afghanistan) a été élu à sa place.];

M. S. P. Jagota (Inde);

M. Frank X. J. C. Njenga (Kenya);

M. Christopher W. Pinto (Sri Lanka);

M. R. Q. Quentin-Baxter (Nouvelle-Zélande);

M. Paul Reuter (France);

M. Willem Riphagen (Pays-Bas);

M. Milan Sahovic (Yougoslavie);

M. Stephen M. Schwebel (Etats-Unis d'Amérique) [A démissionné; M. G. H. Aldrich (Etats-Unis d'Amérique) a été élu à sa place.];

M. José Sette Camara (Brésil) [A démissionné; M. Julio Barboza (Argentine) a été élu à sa place.];

M. Sompong Sucharitkul (Thaïlande);

M. Doudou Thiam (Sénégal);

M. Senjin Tsuruoka (Japon) [A démissionné au cours de la trente-troisième session.];

M. Nikolai A. Ushakov (Union des Républiques socialistes soviétiques);

Sir Francis Vallat (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord);

M. Stephen Verosta (Autriche);

M. Alexander Yankov (Bulgarie).

/...

III. DEROULEMENT DE L'ELECTION

8. Conformément au chapitre premier du statut de la Commission du droit international, les 25 membres de la Commission seront élus par l'Assemblée générale pour une période de cinq ans à compter du 1er janvier 1982. L'élection se déroulera suivant les dispositions des articles 92 et 94 du règlement intérieur de l'Assemblée générale.

9. Les électeurs auront en vue que les personnes appelées à faire partie de la Commission remplissent individuellement les conditions requises, c'est-à-dire possèdent "une compétence reconnue en matière de droit international" (art. 2, par. 1 du statut de la Commission) et que "dans l'ensemble, la représentation des grandes formes de civilisation et des principaux systèmes juridiques du monde soit assurée" (art. 8 du statut).

10. Le jour de l'élection, une liste par ordre alphabétique de tous les candidats dûment présentés, dressée et soumise par le Secrétaire général conformément aux dispositions de l'article 7 du statut de la Commission, sera publiée dans le Journal des Nations Unies. Les noms de ces candidats figureront également sur les bulletins de vote qui seront distribués avant l'élection. Seuls les candidats dont les noms figurent sur la liste seront éligibles (art. 3 et 7 du statut).

11. L'élection aura lieu au scrutin secret (art. 92 du règlement intérieur de l'Assemblée générale). Chaque électeur marquera d'une croix le nom des candidats de son choix. Aucun électeur ne peut voter pour plus de 25 candidats.

12. Seront élus les 25 candidats qui recueilleront le plus grand nombre de voix et au moins la majorité des voix des membres présents et votants (art. 9 du statut).

13. La Commission ne peut comprendre plus d'un ressortissant d'un même Etat. Au cas où plusieurs ressortissants d'un même Etat recueilleraient suffisamment de voix pour être élus, celui qui en aura le plus recueilli sera élu et, au cas où il y aurait partage égal des voix, le candidat le plus âgé sera élu. En cas de double nationalité, un candidat sera considéré comme ayant la nationalité du pays dans lequel il exerce ordinairement ses droits civils et politiques (art. 2, par. 2 et 3 et art. 9, par. 2 du statut).

14. Si les 25 candidats ne sont pas élus au premier tour, on procèdera à d'autres tours de scrutin afin de pourvoir les postes encore vacants, le vote ne portant que sur les candidats qui ont recueilli le plus grand nombre de suffrages au scrutin précédent et qui ne doivent pas être en nombre supérieur au double de celui des postes restant à pourvoir; toutefois, après le troisième tour de scrutin non décisif, les électeurs ont le droit de voter pour toute personne éligible. Si trois tours de scrutin libre ne donnent pas de résultats, les trois scrutins suivants ne portent plus que sur les candidats ayant recueilli le plus grand nombre de voix au troisième tour des scrutins libres, ces candidats ne devant pas être en nombre supérieur au double de celui des postes restant à pourvoir; les trois tours de scrutin suivants sont à nouveau libres, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les postes aient été pourvus (art. 94 du règlement intérieur de l'Assemblée générale).

/...

15. Dès que les résultats de l'élection seront connus, le Secrétaire général en avisera les personnes élues et leur demandera si elles sont disposées à faire partie de la Commission.

IV. LISTE DES CANDIDATS

<u>Nom et nationalité</u>	<u>Présenté par</u>
Akinjide, Richard Osuolale A., notable (Nigéria)	Nigéria
Aldrich, George H. (Etats-Unis d'Amérique)	Etats-Unis d'Amérique
Al-Qaysi, Riyadh Mahmoud Sami (Iraq)	Iraq
Balanda Mikuin Leliel (Zaïre)	Zaïre
Barboza, Julio (Argentine)	Argentine
Bedjaoui, Mohammed (Algérie)	Algérie France Mexique
Bilge, Suat (Turquie)	Turquie
Boutros-Ghali, Boutros (Egypte)	Egypte Venezuela
Calero Rodriguez, Carlo (Brésil)	Brésil
Castañeda, Jorge (Mexique)	Canada Islande Inde Mexique Nicaragua Pays-Bas
D'Estefano Pisani, Miguel Antonio (Cuba)	Cuba
Diáz-González (Venezuela)	Egypte Venezuela
El-Sayed, Mustafa (République arabe syrienne)	République arabe syrienne
Evensen, Jens (Norvège)	Danemark Finlande Islande Norvège Suède

/...

<u>Nom et nationalité</u>	<u>Présenté par</u>
Flitan, Constantin (Roumanie)	Roumanie
Gonçalves Pereira, André (Portugal)	Portugal
Herrera-Cacerez, Héctor Roberto (Honduras)	Honduras
Illueca, Jorge E. (Panama)	France Panama
Jocovides, Andreas J. (Chypre)	Chypre
Jagota S. P. (Inde)	Allemagne, République fédérale d' Bhoutan Fidji France Inde Indonésie Islande Mexique Sierra Leone
Khalafallal, El Rasheed Mohamed Ahmed (Soudan)	Soudan
Koroma, Abdul G. (Sierra Leone)	Inde Sierra Leone
Lacleta-Munoz, José Manuel (Espagne)	Espagne
Malek, Chafic (Liban)	Liban
Mendoza, Estelito P. (Philippines)	Philippines
Ni, Zhengyu (Chine)	Chine
Njenga, Frank X. (Kenya)	Kenya
Ogiso, Motoo (Japon)*	Fidji Japon Libéria Nicaragua

* Par une note datée du 26 juin 1981, le Gouvernement japonais a substitué M. Motoo Ogiso à M. Senjin Tsurunaka, le premier candidat qu'il avait présenté. Aux termes de l'article 5 du statut de la Commission du droit international, un gouvernement "peut, dans des cas exceptionnels, substituer à un candidat qu'il avait présenté avant le 1er juin un autre candidat désigné au plus tard trente jours avant l'ouverture de l'Assemblée générale".

/...

Nom et nationalitéPrésenté par

Pirzada, Syed Sharifuddin (Pakistan)

Pakistan
Turquie

Quentin-Baxter, Robert Quentin (Nouvelle-Zélande)

Australie
Canada
Fidji
Indonésie
Malaisie
Nouvelle-Zélande
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Pays-Bas
Samoa
Thaïlande

Razafindralambo, Edilbert (Madagascar)

Madagascar

Reuter, Paul (France)

France
Inde

Riphagen, Willem (Pays-Bas)

Belgique
Luxembourg
Mexique
Nouvelle-Zélande
Pays-BasSinclair, Sir Ian (Royaume-Uni de
Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)Royaume-Uni de
Grande-Bretagne et
d'Irlande du Nord

Sperduti, Giuseppe (Italie)

Italie

Stravropoulos, Constantin A. (Grèce)

Chypre
Grèce

Sucharitkul, Sompong (Thaïlande)

Malaisie
Nouvelle-Zélande
Thaïlande

Thiam, Doudou (Sénégal)

Sénégal

Ushakov, Nikolai A. (Union des Républiques
socialistes soviétiques)Union des Républiques
socialistes soviétiques

Yankov, Alexander (Bulgarie)

Bulgarie
